HAL
open science

Le 'modèle' allemand

François Lecointe, Jean-Paul Fitoussi, Jacques Le Cacheux

To cite this version:

François Lecointe, Jean-Paul Fitoussi, Jacques Le Cacheux. Le 'modèle' allemand. Lettre de l'OFCE, 1987, 41, pp.1 - 8. hal-03393404

HAL Id: hal-03393404

https://sciencespo.hal.science/hal-03393404

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Observations et diagnostics économiques

LETTRE DE L'OFCE

Observatoire Français des Conjonctures Economiques. 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.95.12

N° 41 - Mercredi 28 janvier 1987

LE « MODÈLE » ALLEMAND

L'économie allemande semble à nouveau évoluer en un cercle vertueux — croissance amorcée par les exportations, appréciation du mark, désinflation — qui en fait un modèle exemplaire pour l'Europe. Selon certains « l'insolente bonne santé économique de la RFA » pourrait se propager à la France si la même politique était (ou avait été) conduite en ce pays, politique qui devrait se donner pour objectif les performances économiques de l'Allemagne. Il faudrait, en particulier, tout faire pour réduire la différence d'inflation entre les deux pays ; l'excédent commercial et la croissance suivront.

Ces affirmations, un peu hâtives, sont fondées sur l'observation partielle d'une phase conjoncturelle et tendent à ignorer un passé pourtant relativement récent. Elles font surtout peu de cas des différences structurelles entre les deux pays, différences qui contraignent tout autant la politique économique et les stratégies d'adaptation à long terme que l'ouverture de leur économie sur l'extérieur.

La bonne santé actuelle de l'économie allemande résulte pour l'essentiel de circonstances conjoncturelles et structurelles favorables que la politique économique a su mettre à profit. Elle n'explique que très indirectement la soudaine envolée du mark, liée surtout à la chute brutale du dollar. Le récent réajustement des cours des changes au sein du SME est en réalité un phénomène essentiellement monétaire, que le décalage conjoncturel entre la France et l'Allemagne n'explique que partiellement.

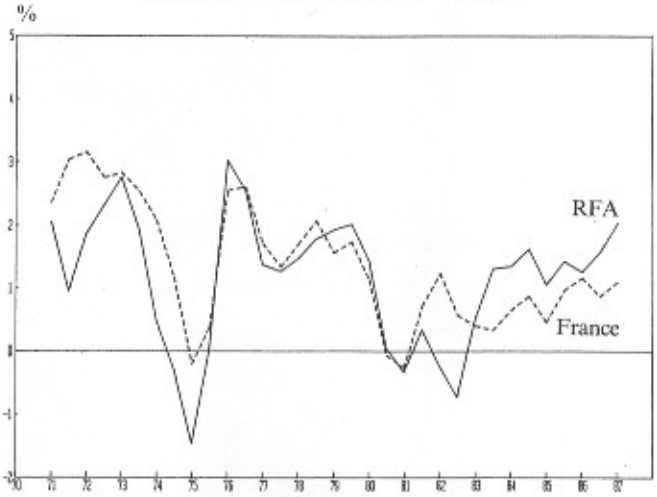
Une croissance plus modérée qu'en France avant 1980

L'existence d'une différence de croissance positive en faveur de la RFA est un phénomène relativement récent. Durant les années soixante et jusqu'au premier choc pétrolier le taux de croissance de l'Allemagne est demeuré inférieur à celui de ses principaux partenaires européens, particulièrement à celui de la France (4,5 % par an en RFA et 5,7 % en France). Ce développement à un rythme relativement modéré s'accompagne d'excédents commerciaux très forts et d'une appréciation réelle du mark [1]. Vis-à-vis du franc cette dernière s'effectue principalement de 1969 à 1973 par une réévaluation nominale excédant les variations relatives de prix.

Entre 1973 et 1979 les taux de croissance fléchissent partout, laissant subsister le même écart relatif de croissance au profit de la France (3,1 % l'an, contre 2,4 % en RFA) (graphique 1). Les évolutions nominales du PIB voient au contraire leurs divergences accentuées, l'inflation ayant retrouvé en Allemagne dès 1976 un taux inférieur à 5 %. Pourtant, et alors même que les gains de productivité restent comparables dans les deux pays, le coût en termes d'emploi des adaptations qui ont suivi le premier choc pétrolier semble avoir été moindre en Allemagne. L'examen des évolutions conjointes de la population active et de l'emploi invite cependant à tempérer ce jugement.

A partir de la fin 1973 et jusqu'en 1976 la destruction nette d'emplois a été massive en RFA (— 1 400 000 emplois en deux ans), limitée en France (— 100 000) (graphique 2). Si l'on étend la période aux six années séparant les deux chocs pétroliers — de façon à éliminer le facteur cyclique d'inégale influence dans les deux pays — on constate que la RFA a perdu à cette époque 600 000 emplois, tandis que la France enregistrait une croissance nette de 300 000 emplois.

*1. Taux de croissance du PIB semestriel annualisé 1970/II - 1987/I **



* 1986/II : estimation ; 1987/I : prévisions.

Source : OCDE, *Perspectives économiques*.

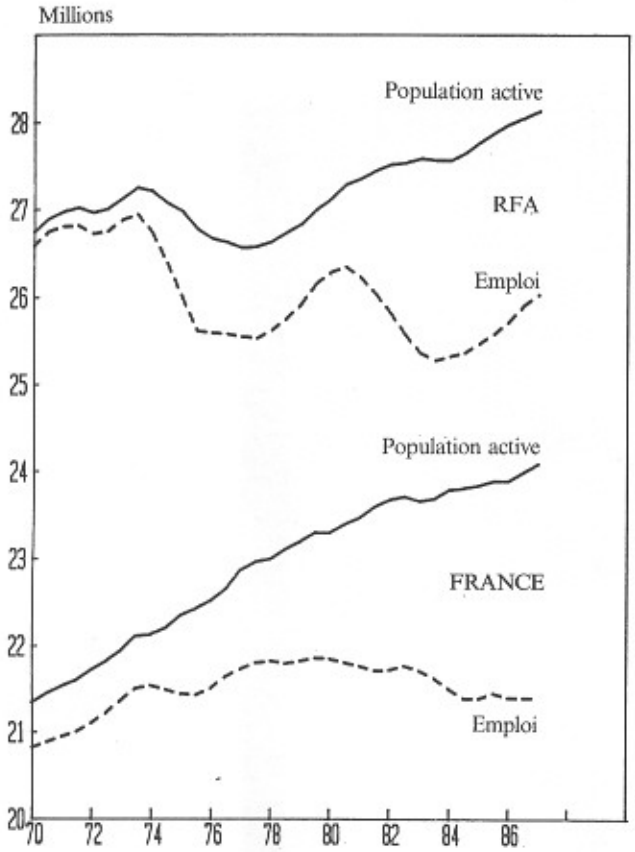
[1] Il y a appréciation réelle du mark par rapport au franc lorsque, compte tenu à la fois des variations du cours des changes et des différences d'inflation en Allemagne et en France, le pouvoir d'achat du mark en France augmente relativement au pouvoir d'achat du franc en Allemagne.

Sommaire

Le « modèle » allemand ..... p. 1
Le déficit franco-allemand s'est amplifié ..... p. 4
Les conséquences du réaménagement monétaire ..... p. 6
La consommation des ménages en France ..... p. 7
Faits et chiffres d'actualité ..... p. 8

Édité par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07

*2. Population active et emploi total semestriel - 1970/I - 1987/I **



* 1986/II : estimation ; 1987/I : prévisions.
Source : OCDE, *Perspectives économiques*.

La population active française croît à un rythme régulier et comparable à celui de la décennie précédente (1 % par an). En revanche, l'évolution en Allemagne est très fluctuante. Le nombre d'actifs en 1980 n'y est pas plus élevé qu'en 1973 (27 200 000). Entre 1973 et 1977, il avait diminué de 800 000.

Bien plus qu'à une flexion des taux d'activité, cette relative stagnation de la population active peut être attribuée à des facteurs purement démographiques. La politique d'incitation au retour des immigrés dans leur pays d'origine a certes eu des conséquences non négligeables sur les flux migratoires. Mais c'est la structure par âge de la population allemande qui explique le mieux cette évolution. Les générations entrant dans la vie active entre 1974 et 1980 sont en effet relativement peu fournies, alors même que celles proches de l'âge du départ en retraite sont encore très nombreuses. La concomitance de ces deux facteurs se traduit par l'interruption de la croissance de la population en âge de travailler au cours de la décennie soixante-dix.

L'apparition du décalage conjoncturel

Depuis le second choc pétrolier la progression de l'activité économique est en France lente, mais relativement régulière, alors qu'elle connaît en Allemagne une évolution cyclique beaucoup plus prononcée que de coutume. La baisse du PIB en 1982-1983 s'y accompagne d'une forte chute de l'emploi total, tandis que le chômage, modéré jusqu'alors par l'inflexion sensible de la population active, enregistre l'un des accroissements les plus élevés parmi les pays de la CE (graphique 2). Cette récession, qui a permis une décélération presque immédiate de l'inflation, a été causée par un ensemble de mesures de politique économique, comparables, en plus énergiques, aux « plans de rigueur » français qui n'ont fait leur apparition que plus tardivement : réduction massive du déficit public par diminution des dépenses publiques [2], politique monétaire restrictive, rigueur salariale, qui s'est traduite par une baisse prolongée des salaires réels.

Le choix d'une politique d'ajustement rapide s'explique sans doute à la fois par l'aversion traditionnelle des gouvernements allemands à l'égard de l'inflation et par la volonté, de la part de la nouvelle coalition libérale, de réduire un endettement public rapidement croissant. Un tel choix eut été cependant plus difficile si le taux de chômage n'avait pas été au début de la décennie parmi les plus faibles d'Europe, en raison des évolutions démographiques passées, et si d'autre part la perspective d'une décroissance prochaine de la population active n'annonçait un reflux « naturel » du nombre des chômeurs.

Depuis la fin de 1983 la croissance de l'économie allemande a été assez soutenue. Pourtant le taux moyen des années quatre-vingt demeure, à ce jour, inférieur à celui de la fin des années soixante-dix et *a fortiori* des années soixante. L'emploi total s'est redressé, ce qui a permis de stabiliser le chômage, mais reste inférieur à son précédent pic, qui lui-même se situe en deçà du niveau du début des années soixante-dix (graphique 2). Enfin le pouvoir d'achat des salariés s'est de nouveau accru l'an passé, tandis que l'inflation poursuivait sa décélération pour devenir négative en 1986.

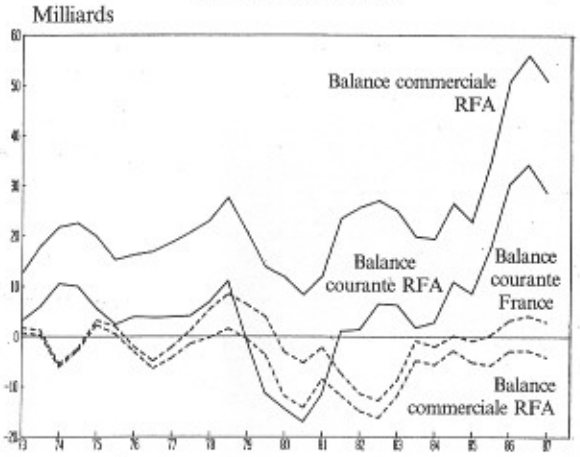
Des évolutions favorables des changes

Le redressement de l'activité allemande a été sensiblement parallèle à celui de l'économie mondiale et, singulièrement, a suivi, mais à un rythme plus modéré, celui de l'économie américaine. Ce parallélisme s'explique en grande partie par des évolutions particulièrement favorables des taux de change depuis le début des années quatre-vingt.

D'une part, en effet, le mark s'est fortement déprécié par rapport au dollar de 1980 à 1985, ce qui a favorisé le développement des exportations allemandes vers un marché américain devenu porteur. La France n'a pas bénéficié autant de la reprise américaine, du fait d'une orientation différente de ses exportations, traditionnellement moindres que celles de la RFA vers les États-Unis et les pays de l'OCDE hors Communauté européenne, et au contraire fortement polarisées sur les pays en voie de développement, dont la demande reste déprimée.

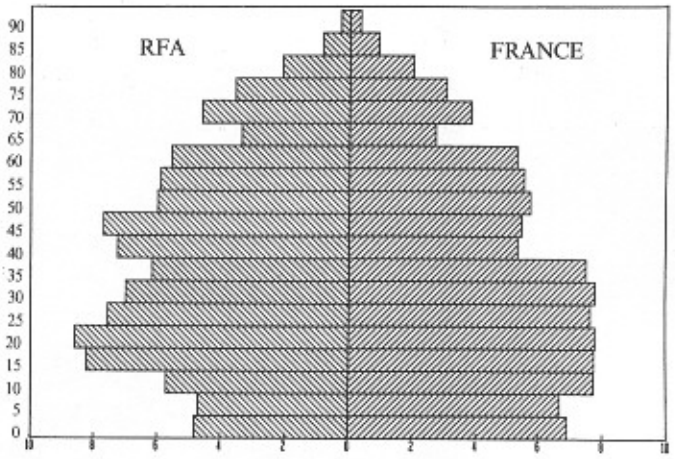
D'autre part, le franc s'est certes déprécié vis-à-vis du dollar, mais en termes réels moins que le mark, ce qui a affaibli la position concurrentielle des entreprises françaises, tant sur le marché américain que sur les marchés européens. De mars 1983 à avril 1986 l'appréciation réelle du franc vis-à-vis du mark, qui reflète un taux d'inflation constamment supérieur à celui de la RFA, résulte d'une politique délibérée de maintien de la parité nominale de la monnaie française dans le SME, dans le but de contenir l'inflation et l'endettement extérieur [3]. L'appréciation est comparable, mais de moindre ampleur, lorsque l'on considère les évolutions de coûts unitaires de la main-d'œuvre dans les deux pays. Une telle politique oblige à établir un différentiel d'intérêt réel positif à l'égard de la RFA. Inversement les autorités monétaires allemandes, en maintenant des taux d'intérêt réels inférieurs aux taux américains, n'ont rien fait pour empêcher la dépréciation du mark de 1980 à 1985. De même la sous-évaluation dynamique du mark dans le SME a tendu à avantager relativement les échanges extérieurs allemands.

*3. Solde commercial et solde courant semestriel - 1973/I - 1987/I **
Milliards de dollars



* 1986/II : estimation ; 1987/I : prévision.
Source : OCDE, *Perspectives économiques*.

*4. Structure par âge de la population résidente au 1er janvier 1985 - Tranches d'âge de cinq ans en pourcentage de la population totale **



* Au 1er janvier 1985, la population allemande était de 61 millions et la population française de 55 millions.
Source : CE, *Eurostat*.

Une économie encore dominée par l'industrie

L'accroissement considérable du solde commercial allemand après 1980 contraste avec les difficultés persistantes de la balance commerciale française. Ces évolutions reflètent dans une large mesure des différences de structure : bien qu'en décroissance relative dans les deux pays, l'industrie continue de représenter une part de la production et de l'emploi total plus importante en RFA qu'en France (respectivement 45 % et 36 % du PIB, 40 % et 30 % de l'emploi total), ce qui contribue aussi à expliquer l'évolution du solde commercial bilatéral (voir l'article suivant de Françoise Milewski).

L'examen du solde des invisibles de chacun des deux pays (graphique 3) — qui inclut les services échangés, le tourisme, ainsi que les intérêts, dividendes et transferts unilatéraux — confirme le caractère largement structurel des différences de comportement des soldes extérieurs : constamment négatif pour la RFA, ce solde réduit fortement l'excédent courant ; en France, au contraire, il est toujours positif et contribue à améliorer le solde courant, lui-même positif depuis 1985.

Le rôle déterminant de la structure démographique

La RFA enregistre traditionnellement des surplus de sa balance courante, qui contribuent à faire du mark une monnaie qui s'apprécie. Brièvement négatif après le second choc pétrolier, ce solde n'a fait depuis lors que s'accroître, pour atteindre 3,5 % du PIB en 1986. Cette évolution reflète fondamentalement un excès permanent de l'épargne nationale sur l'investissement entrepris sur le territoire. En d'autres termes, elle traduit une croissance domestique inférieure au potentiel, tel que mesuré par l'épargne.

Une telle tendance à l'investissement à l'étranger, qui limite la croissance de la production et de l'emploi résidents, est parfaitement compatible avec la structure très particulière de la population allemande : les cohortes les plus jeunes (moins de 15 ans) sont en effet beaucoup moins nombreuses que celles qui les ont précédées (graphique 4). La baisse de la natalité n'est certes pas propre à l'Allemagne, mais elle s'y manifeste avec une ampleur sans égale, puisque les classes d'âge les plus jeunes sont d'environ 40 % inférieures en nombre à celles des 15-25 ans.

Cette structure démographique implique qu'en tout état de cause le nombre des nouveaux arrivants sur le marché du travail décline fortement au cours des vingt prochaines années. A cela s'ajoute la taille importante, en RFA, des générations qui atteindront l'age de la retraite pendant cette période. Globalement, la population active allemande devrait donc ne croître que d'environ 0,4 % par an jusqu'en 1990, puis décroître au rythme moyen de 0,5 % jusqu'à l'an 2000 [4]. En France au contraire, l'accroissement annuel moyen devrait être de 0,9 % jusqu'en 1990, puis de 0,2 %.

Ainsi la baisse de la population active en Allemagne a facilité la politique d'adaptation au premier choc pétrolier et rendu possible un ajustement rapide de l'économie au début des années quatre-vingt, alors que la perspective de son évolution future permet une stratégie fondée sur une croissance modérée et un surplus des échanges extérieurs. La « contrainte » démographique sur l'emploi s'exerce donc de façon profondément différente dans les deux pays. L'Allemagne peut s'accommoder d'un rythme de croissance de longue période peu créateur d'emplois. En vérité dans les quinze dernières années, la croissance en RFA s'est accompagnée d'une destruction nette d'emploi.

La France ne peut en aucun cas adopter une politique de croissance comparable, car elle serait en disharmonie avec ses ressources humaines. Elle doit au contraire, comme ce fut le cas jusqu'en 1980, croître plus vite que son voisin. Cet impératif implique des objectifs monétaires et extérieurs différents de ceux de la RFA, mieux adaptés à la fois aux perspectives démographiques et à la structure productive françaises. S'il existe un « modèle » allemand, il faut plutôt le rechercher dans la stratégie d'adaptation de la politique conjoncturelle aux caractéristiques structurelles de l'économie. Imiter le « modèle » allemand signifie suivre la même stratégie et donc adopter une politique différente, tout en reconnaissant que la croissance de la population active offre à long terme davantage d'opportunité que la perspective de son déclin.

Jean-Paul FITOUSSI, Jacques LE CACHEUX,
François LECOINTE
Département des études de l'OFCE

---

[2] La dette publique était alors beaucoup plus élevée qu'en France (42 % du PIB en RFA contre environ 30 % en France en 1983). Par ailleurs la baisse des prélèvements obligatoires en RFA n'a été amorcée qu'en 1986.

[3] J. Le Cacheux et C. Vasseur, 1985, « La logique de l'appréciation réelle du franc », *Observations et diagnostics économiques*, Lettre de l'OFCE n° 27, septembre.

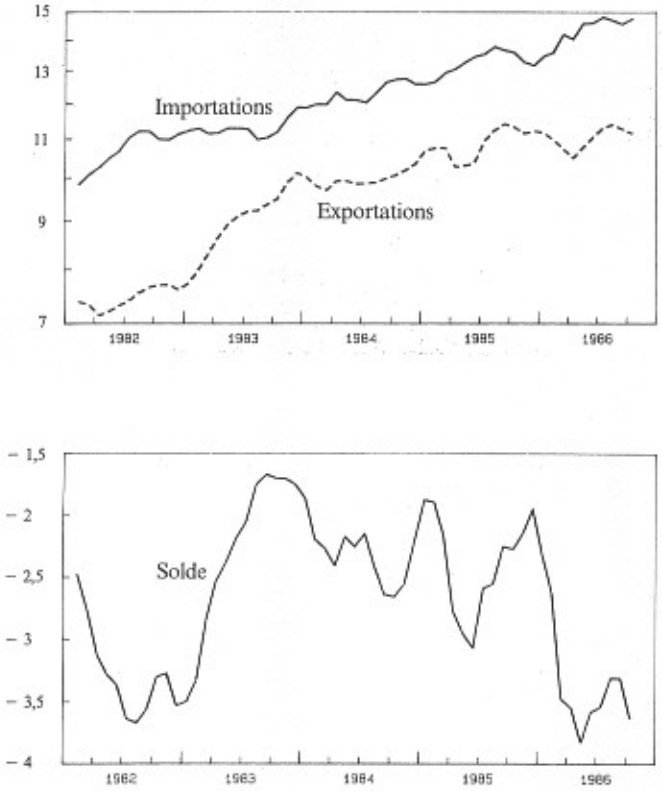
[4] « Perspectives de l'emploi en Europe et aux États-Unis », *Observations et diagnostics économiques*, Lettre de l'OFCE n° 33, mars 1986.

LE DÉFICIT FRANCO-ALLEMAND S'EST AMPLIFIÉ

Le déficit commercial entre la France et l'Allemagne s'est de nouveau fortement accru en 1986 ; s'élevant à 39,3 milliards de francs, il est proche de celui de 1982 (graphique 1). Après une stabilisation entre 1983 et 1985 aux environs de 28 milliards, la dégradation de 1986 provient d'une faible croissance des exportations et d'une franche reprise des importations.

1. Échanges commerciaux entre la France et la RFA

En milliards de francs courants, mm3, cvs



Source : INSEE.

L'excédent agro-alimentaire a été réduit, alors qu'il s'accroissait régulièrement depuis 1979 et le déficit énergétique, en repli depuis 1981, s'est à nouveau creusé. L'industrie est cependant la principale responsable de la contre-performance globale (voir tableau) car elle tient une place majeure dans l'ensemble de notre commerce (91 % de nos importations et 77 % des exportations en 1985). La dégradation d'environ 10 milliards de francs du commerce manufacturier en 1986 a résulté principalement du décalage conjoncturel entre la France et ses partenaires européens, principalement la RFA. Nos importations en volume ont été gonflées par la hausse de la demande interne [1], et l'évolution des prix a accentué, en valeur, ces mauvais résultats, car la baisse des prix, amorcée depuis la mi-1985, s'est interrompue au premier trimestre 1986, renchérissant nos achats. En outre la mauvaise tenue des importations allemandes au premier semestre a déprimé nos ventes outre-Rhin ; une reprise s'est amorcée au troisième trimestre, mais des prix à peu près stables (à l'inverse des prix d'importation) n'ont pas permis d'amplifier par les valeurs les performances récentes en volume. En moyenne annuelle les termes de l'échange n'ont pas eu en 1986 sur le solde commercial le rôle positif qu'ils avaient eu en 1985.

Toutes les industries ont contribué à creuser le déficit...

Sauf l'automobile, tous les produits ont contribué à creuser le déficit. Celui des biens d'équipement professionnels, traditionnellement le plus massif, s'est aggravé de 4,3 milliards de francs. La reprise de l'investissement industriel en France a en effet fortement accru nos achats de machines-outils, d'équipement général et de manutention et son extension progressive aux services a contribué à alourdir les importations d'informatique et d'électronique. Au contraire, le ralentissement de la croissance des investissements en RFA bien qu'encore forte a réduit celle de nos ventes, pénalisées par des performances insuffisantes dans un contexte de concurrence accrue.

Le déficit des biens intermédiaires s'est amplifié de 2,1 milliards de francs. A l'exception de la sidérurgie, où l'existence de quotas de production européens pour certains produits fige les parts de marché, tous les échanges de produits de base ont évolué négativement pour la France, à cause notamment de la reconstitution des stocks opérée dans notre pays à partir du deuxième trimestre 1986, qui n'a pas eu d'équivalent en RFA.

Enfin la reprise de la consommation des ménages en France a gonflé nos achats, tandis que nos exportateurs ont peu profité de la forte croissance de la demande des ménages en RFA, leur compétitivité s'étant dégradée dans de nombreux domaines. Dans le secteur des biens de consommation courante le déficit apparu en 1982 ne s'est plus résorbé et s'est même aggravé en 1986, principalement à cause des textiles et des meubles. Pourtant dans ces deux secteurs la consommation en France n'a pas été très soutenue ; la dégradation de notre position concurrentielle a donc eu un rôle majeur.

Échanges commerciaux France-RFA
Évolution 11 mois 1986/11 mois 1985

Données brutes, hors matériel militaire

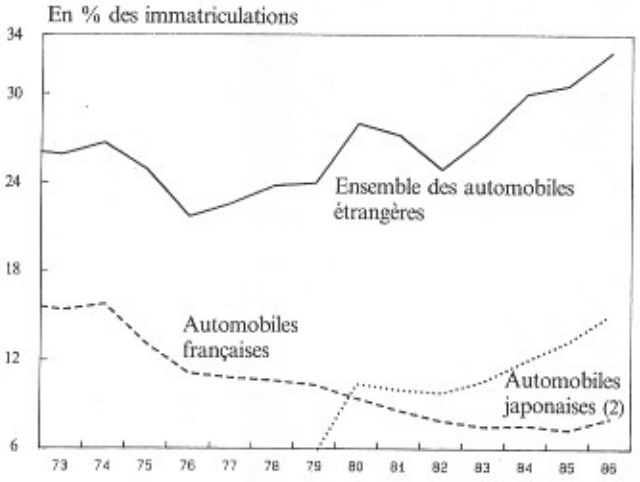
Produits / Variation	Total	Agro-alimentaire	Énergie	Industrie	dont					
					Biens intermédiaires	Équipement professionnel	Équipement ménager	Automobile	Véhicules utilitaires	Consommation courante
des exportations en %	1,8	0	– 32,6	4,7	– 2,1	2,1	23,5	48,1	17,1	2,0
des importations en %	8,3	4,9	– 41,5	9,9	2,4	12,8	41,5	11,3	16,6	10,8
du solde en milliards de francs	– 9,9	– 0,4	– 0,7	– 8,8	– 2,1	– 4,3	– 1,3	+ 1,2	– 0,7	– 1,5

Source : Douanes.

... sauf l'automobile

Le déficit du commerce des automobiles s'est réduit au cours des onze mois connus de 1986, car nos ventes en RFA se sont accrues de près de 50 %, alors que nos achats progressaient de 10 % seulement. En France, malgré la croissance de la demande intérieure (+ 8,3 % en 1986), le taux de pénétration des marques étrangères est resté stable (36,4 %). Par contre en RFA la très forte croissance des immatriculations (+ 16 % de janvier à octobre 1986 par rapport à la même période de 1985) s'est accompagnée d'une montée du taux de pénétration étrangère (32,8 % contre 30,6 % en 1985) [2]. L'industrie française en a bénéficié, accroissant sa pénétration de 0,8 point, après dix années de recul ininterrompu (15,8 % en 1974 et 7,3 % en 1985, graphique 2).

2. Taux de pénétration des automobiles étrangères sur le marché allemand



(1) Estimation sur la base des dix mois connus de 1986. (1)
(2) De 1973 à 1978, la pénétration japonaise était inférieure à 3 %.
Source : Chambre syndicale des constructeurs automobiles

Le Japon a cependant profité davantage de la reprise des immatriculations allemandes, en obtenant 15,1 % du marché au cours des dix mois connus de 1986, contre 13,3 % en 1985. La très forte poussée des ses exportations en Europe, où l'Allemagne est son principal client, a même précédé la reprise du marché : du premier semestre 1985 au premier semestre 1986 les immatriculations de marques japonaises ont crû de 22 %, alors que la demande d'automobiles n'augmentait que de 8 %.

Le Japon est un concurrent mineur de la France sur son marché intérieur de l'automobile du fait d'un contingentement rigoureux (3 % du marché), mais il est devenu redoutable sur les marchés d'exportation, notamment en RFA. Tandis qu'en période de recul des marchés une concurrence plus acharnée pénalise les constructeurs français, ils peuvent en période d'expansion bénéficier d'une demande supplémentaire quand leurs modèles sont bien adaptés, comme ce fut le cas en 1986. Ainsi le déficit automobile de la France vis-à-vis de la RFA a été réduit de 1,2 milliard, ce qui le ramène à peu près à son niveau de 1984 (− 5,6 milliards). Mais on reste loin des excédents engrangés jusqu'en 1979.

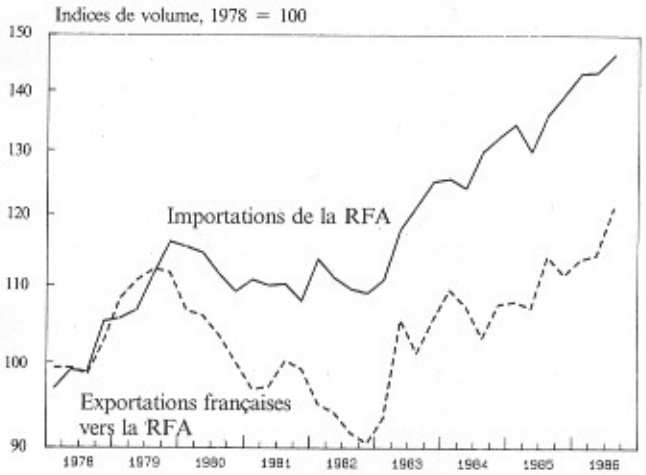
Un déficit structurel modulé par la conjoncture

Le déficit permanent de la France vis-à-vis de l'Allemagne tient non à un écart de coûts salariaux, au demeurant assez voisins, mais à des raisons structurelles : plus petite taille de son industrie et insuffisante efficacité de ses investissements. Notre place sur le marché allemand n'a guère cessé de s'éroder. Les conjonctures ont modulé l'ampleur du déficit global en pesant sur celui des produits manufacturés : une reprise de la demande intérieure en France plus forte qu'en RFA gonfle nos achats en même temps que nos ventes stagnent.

Un retour en arrière s'impose pour apprécier l'évolution de nos parts de marché en RFA (graphique 3). Il montre que durant les phases de repli des importations allemandes de produits manufacturés (du début de 1980 à la fin de 1982), nos ventes n'ont pas bien résisté ; sur un marché en déclin les industriels français supportent mal la concurrence des autres pays. Au contraire durant les phases de reprise notre place sur le marché allemand cesse de se détériorer significativement ; il en fut ainsi du début de 1983 à 1986. Il est intéressant d'observer que les dévaluations de 1981 et 1982 n'ont pas permis d'infléchir l'évolution de nos parts de marchés qui, malgré une croissance parallèle des prix à l'importation de la RFA mesurés en francs et des prix d'exportation français, se sont réduites de 1980 à 1982. Au contraire de 1983 à 1986, bien que les croissances des prix aient été de même ordre, notre position ne s'est pas dégradée.

Les dépréciations du franc assouplissent momentanément la concurrence par les prix et permettent que les profits se reconstituent, mais elles ne peuvent empêcher que les exportateurs français, en général dominés sur le marché allemand, soient contraints de s'adapter aux prix de la concurrence ou de perdre des marchés.

3. Produits manufacturés : performances françaises en RFA



Sources : Bundesbank, Douanes, INSEE, estimations OFCE.

Les échanges de services ne compensent que partiellement notre déficit commercial

Les flux d'invisibles entre la France et la RFA sont favorables à la France et améliorent de 5 à 10 milliards de francs selon les années notre solde courant. En 1985, alors que le déficit des marchandises atteignait 28,5 milliards de francs, celui des paiements courants n'était que de 20,6 milliards. Le tourisme, dont le développement a été parallèle à l'appréciation du mark, contribue particulièrement à l'excédent des services.

En 1986 le déficit des marchandises étant de 39,3 milliards, celui des paiements courants atteindrait une trentaine de milliards compte tenu de l'excédent attendu des services. Ce qui constituera, comme en 1982, un triste record.

Françoise MILEWSKI
Département des diagnostics de l'OFCE

---

(1) Voir Lettre n° 40 « Une dégradation inquiétante de l'excédent industriel français » et ci-dessous « La consommation des ménages en France ».

(2) Hors filiales américaines produisant en RFA.

LES CONSÉQUENCES DE LA HAUSSE DU MARK ET DE LA BAISSE DU DOLLAR SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Les deux réaménagements monétaires intervenus en avril 1986 et janvier 1987 ont conduit à une dépréciation du franc par rapport aux principales monnaies du SME. Simultanément, le franc s'est apprécié par rapport au dollar et à la livre. Ces évolutions opposées des taux de change bilatéraux sont-elles globalement bénéfiques ou néfastes pour l'économie française ? Il est bien sûr très délicat de répondre avec précision, tant sont difficiles à maîtriser et formaliser les multiples interdépendances entre les pays. Nous analyserons donc uniquement les « effets purs » – c'est-à-dire toutes choses égales par ailleurs – des variations de parité du franc, en nous appuyant sur les simulations réalisées avec le modèle trimestriel de l'OFCE.

Toute dévaluation d'une monnaie a deux types d'effets directs : le premier est d'accroître le prix en monnaie nationale des importations et, par conséquent, d'accroître le déficit extérieur (c'est l'« effet pervers »). Le second est d'améliorer la compétitivité sur les marchés intérieurs et extérieurs. Pour qu'une dévaluation améliore le solde extérieur, il faut donc que les effets favorables l'emportent sur l'effet pervers.

L'impact macro-économique d'une modification de la parité ne se limite pas à l'incidence directe du change sur la balance commerciale. Les gains de compétitivité stimulent la production et l'emploi, tandis que le prélèvement extérieur, résultant de la détérioration des termes de l'échange, exerce, au contraire, un effet dépressif. L'inflation importée réduit à terme les gains de compétitivité, de sorte que l'effet global sur le solde extérieur doit être analysé en tenant compte de l'ensemble des interactions macro-économiques.

De plus, en raison de la structure de nos échanges extérieurs, les effets de la dépréciation du franc par rapport aux monnaies du SME ne sont pas symétriques à ceux de l'appréciation du franc par rapport au dollar.

L'appréciation du mark a peu d'effet inflationniste. L'effet pervers, et donc le prélèvement extérieur, est très faible et il est largement compensé par l'effet de relance induit par les gains de compétitivité, de sorte que le revenu réel des agents intérieurs croît, stimulant la production et l'investissement. L'effet pervers de l'appréciation des monnaies du SME étant rapidement résorbé par les gains de compétitivité, un excédent commercial apparaît au-delà du premier semestre qui suit le changement de parité.

La dépréciation du dollar a en revanche un effet désinflationniste relativement important (– 0,7 % au bout de deux ans pour une baisse de 10 %). Elle permet en outre une amélioration du solde extérieur français pendant environ deux ans, car la réduction du coût des matières premières importées, qui sont en quasi-totalité facturées en dollar, est supérieure aux pertes en volume dues à la détérioration de la compétitivité par rapport aux produits de la zone dollar.

Au total, selon les simulations faites, la balance des paiements courants est, par rapport à une situation de référence, qui correspond à celle qui aurait prévalu si les parités étaient restées constantes depuis le premier trimestre 1986, améliorée de 5,3 Mds de F en 1986, de 8,5 en 1987 et 10 en 1988. La hausse des prix est réduite de 0,3 point en 1986 et 0,2 en 1987. L'impact est neutre sur la croissance et l'emploi en 1986, mais il est positif à partir de 1987. La croissance du PIB est stimulée de 0,4 point cette année et 0,9 point en 1988, ce qui peut représenter une amélioration du niveau de l'emploi de l'ordre de 17 000 personnes en 1987 et 57 000 en 1988. La baisse du dollar conjuguée à la hausse du mark a donc des effets globalement favorables sur l'économie française. En outre l'excédent de 25 Mds de la balance des paiements en 1986, principalement dû à la baisse du prix du pétrole, ayant dispensé le gouvernement de mettre en place une politique restrictive d'accompagnement, les effets favorables sur l'emploi des mouvements de parité ne seront pas annihilés.

Mais si le dollar continuait à baisser, de nouvelles tensions dans le SME ne manqueraient pas de se manifester. Les autorités monétaires allemandes devraient alors accepter une baisse des taux d'intérêt. Si cela s'avérait insuffisant, une dévaluation du franc serait alors inévitable, surtout si la situation du commerce extérieur se dégradait trop fortement en raison de la remontée du prix du baril de pétrole et des aléas climatiques. Il serait alors imprudent de ne pas mettre en place une politique restrictive d'accompagnement.

Alain FONTENEAU
Département d'économétrie de l'OFCE

Effets « purs » des réaménagements monétaires et de la baisse du dollar

Écart par rapport à la situation de référence en glissement (1)

	Baisse de 10 % du dollar et de la livre en 1986 (2)			Réaménagement d'avril 1986 (3)			Réaménagement de janvier 1987 (4)	
	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1987	1988
Biens et Services en volume (francs 1970)								
PIB marchand (en %)	– 0,3	– 0,5	– 0,6	0,3	0,7	1,1	0,2	0,4
Importations (en %)	0,1	0,3	0,2	– 0,2	– 0,3	0,2	–0,15	– 0,1
Exportations (en %)	– 1,0	– 1,3	– 1,6	0,8	1,2	1,9	0,4	0,6
Prix								
- Prix à la consommation (en %)	– 0,4	– 0,7	– 1,0	0,1	0,2	0,4	0,05	0,1
- Prix à l'importation en francs (en %)	– 3,1	– 3,1	– 3,1	1,9	2,1	2,1	0,9	0,9
- Prix à l'exportation (en %)								
- en devises	1,4	1,1	0,9	– 1,9	– 1,8	– 1,7	–0,9	– 0,8
- en francs	– 1,4	– 1,8	2,0	1,2	1,3	1,4	0,5	0,6
Emploi total (en milliers)	–13	–36	–53	12	44	85	9	25
Solde des paiements courants (en milliards de francs)	5,2	0,9	– 2,5	0,1	7	8,8	0,8	3,5

(1) Les effets sont donnés en niveau. Pour obtenir les effets sur le taux de croissance annuel en glissement il suffit de calculer la différence entre les résultats de l'année considérée et ceux de l'année précédente.
(2) Dans la simulation, les baisses de 10 % du dollar et de la livre sont étalées sur l'ensemble de l'année 1986, à raison de 2,5 % chaque trimestre.
(3) Réévaluation du mark et du florin de 3 %, du franc belge de 1 % et dévaluation du franc français de 3 %.
(4) Réévaluation du mark et du florin de 3 %, du franc belge de 2 %.

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN FRANCE

La croissance de la consommation des ménages a surpris par son ampleur au printemps et pendant l'été. Le recul attendu par certains après les circonstances exceptionnelles du début d'année n'est pas survenu avant le quatrième trimestre. De 1985 à 1986 la consommation totale aura progressé d'environ 3 % et la consommation industrielle d'environ 4,5 %. L'essentiel a été acquis au cours des huit premiers mois. Les achats de produits manufacturés se sont accrus de 4,1 %. Les achats d'automobiles ont été les plus dynamiques ; après un fort recul en 1984 (− 12,5 %) et une quasi-stagnation en 1985 (+ 0,5 %) les immatriculations ont progressé de 16 %. Il est remarquable que les achats industriels totaux n'aient reculé qu'en fin d'année, alors que la croissance du revenu disponible réel n'a été forte qu'au premier trimestre. Quelles raisons donner à de telles performances et quelle évolution peut-on envisager à court terme ? L'enquête sur les intentions d'achat des ménages nous éclaire.

Le pessimisme des ménages sur la situation financière n'affecte ni les achats...

Les ménages ont estimé en novembre dernier que leur situation financière allait se dégrader. Toutes les catégories socio-professionnnelles se sont rejointes dans cette appréciation ; les agriculteurs, les industriels et les commerçants sont les plus pessimistes pour l'avenir, peut-être en contrepartie de la franche amélioration de leurs ressources en fin d'année. Les salariés confirment leur pessimisme de mai 1986, mais sans aggravation. La prévision d'une détérioration du niveau de vie faite en mai s'est révélée excessive, car les ménages prévoyaient alors une accélération de la hausse des prix, qui est apparue rapidement sans fondement. En novembre ils ne croyaient plus à l'accentuation de l'inflation, mais leur pessimisme concernait l'évolution des revenus et de l'emploi.

Pourtant, les achats industriels n'en ont pour l'instant guère été affectés. Comme à l'ordinaire, la consommation ne réagit à la baisse qu'avec retard aux anticipations pessimistes (graphique 1) [1]. Cela signifie-t-il que l'on doive désormais s'attendre à un recul de la consommation, comme en 1983 ?

1. Consommation industrielle et anticipations de revenus par les ménages

(1) Appréciation des ménages sur leur situation financière au cours des mois qui viennent.
Source : INSEE.

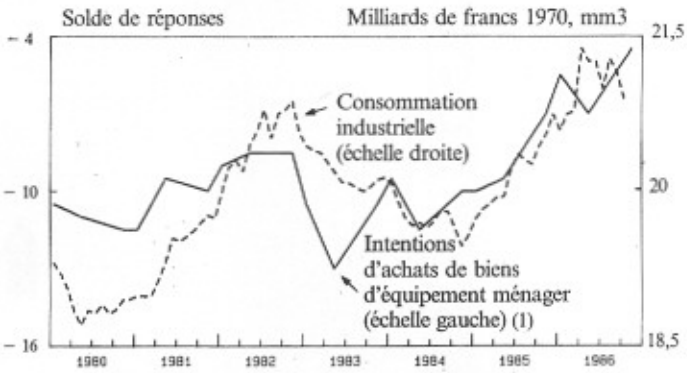
... ni les intentions d'achats

A l'inverse de 1982, où la dégradation prévue du niveau de vie avait conduit à fortement déprimer les intentions d'achat de biens d'équipement, celles-ci, après un repli passager en mai, ont poursuivi leur montée pour atteindre un niveau record en 1986. Les intentions d'achats de voitures se sont accrues de 19 % par rapport à novembre 1985 et de 17 % pour les seules voitures neuves qui devraient être livrées au premier semestre 1987.

Or dans le passé les intentions d'achats affichées par les ménages ont bien annoncé leur consommation effective (graphique 2). Des décalages ont pu apparaître ; des intentions moins favorables se sont concrétisées parfois avec retard par une baisse des achats ; inversement des intentions plus soutenues ont été immédiatement mises en pratique par les ménages, sauf en 1983-1984, où il aura fallu attendre le début de 1985 pour que les achats s'accroissent. Mais alors la reprise de la consommation fut d'autant plus forte qu'elle suivait une période d'austérité, la plus longue depuis longtemps. Lorsque les revenus ont enfin progressé, les intentions à la hausse affichées depuis plusieurs trimestres se sont concrétisées et la baisse du taux d'épargne financière, interrompue en 1980-1981, mais réamorcée en 1982, s'est poursuivie au même rythme malgré l'élévation du niveau de vie.

Faudrait-il ne pas croire à l'actuel présage, alors que toujours auparavant, malgré des retards ou des modulations d'amplitude, intentions et achats ont évolué dans le même sens ?

2. Consommation industrielle et intentions d'achats



Source : INSEE.

(1) Appréciation des ménages sur leurs intentions d'achats de biens d'équipement au cours des douze prochains mois, en comparaison des douze mois passés.

Certes les intentions des ménages se modéreront problablement lors des prochaines enquêtes si l'appréciation de la situation financière reste pessimiste, mais, en attendant, les achats industriels resteront soutenus à court terme. Même s'ils reculaient, la dégradation serait moindre que celle des revenus. Et comme la consommation des services est toujours plus inerte, la baisse de l'épargne financière serait inéluctable.

Celle-ci serait plus forte encore si une reprise des achats de logement se manifestait. Déjà des ménages se reprennent à investir pour louer, tandis que ceux qui achètent pour se loger hésitent encore, attendant de nouvelles baisses de taux d'intérêt, quitte à prolonger leurs plans d'épargne logement.

Françoise MILEWSKI
Département des diagnostics de l'OFCE

[1] Alors que l'espoir de revenus supplémentaires provoque sans délai une croissance des achats.

Faits et chiffres d'actualité

FRANCE

Les **prix de détail** ont augmenté de 0,1 % à 0,2 % en décembre, soit 2,1 ou 2,2 % en 1986. De novembre 1985 à novembre 1986 les prix de l'énergie ont diminué de 14,9 %, ceux de l'alimentation et des services de santé n'ont crû respectivement que de 2,6 % et 2,5 %. En revanche les prix du secteur privé et les tarifs publics (hors énergie) se sont élevés de 4,7 %, les loyers de 5,2 % au cours de la même période, soit plus rapidement que l'ensemble des prix hors énergie (4 %). Dans ce contexte, malgré la baisse de 11 % du prix du gaz, la hausse des produits pétroliers laisse augurer de moins bons indices au cours des prochains mois. Depuis le début de janvier l'essence a augmenté de 4,4 %, le gasoil de 7,4 % (la TIPP a été relevée de 2,4 %), et le fuel domestique de 15,3 %.

L'indice de la **production industrielle** s'est établi à 137 en novembre, après 136 en octobre (cvs). Cela confirme la stagnation de l'activité depuis l'été, après la reprise du premier semestre. En revanche, les grèves de transports ne semblent pas avoir fortement affecté l'activité en décembre selon les entreprises interrogées par la Banque de France. Une reprise semble peu probable au cours des prochains mois, les divergences d'appréciation qui ressortent des différentes enquêtes (INSEE et Banque de France) témoignant de l'incertitude des entreprises face à l'évolution de la demande française et étrangère.

La stagnation des **effectifs** salariés au troisième trimestre 1986 (− 0,1 %) recouvre des différences d'évolution selon les secteurs. L'emploi a continué de progresser dans le bâtiment (− 0,1 %) et dans le secteur tertiaire. Le recul des effectifs industriels s'est accentué (− 0,7 % au lieu de − 0,4 % par trimestre en début d'année) dans toutes les branches, mais plus particulièrement l'énergie et les biens d'équipement. Il se poursuit, quoique moins vivement, selon les opinions des entreprises. Le **chômage** devrait donc encore s'étendre, d'autant que les effets du plan pour l'emploi des jeunes semblent désormais moins importants.

L'amélioration des **résultats d'exploitation** dans l'industrie s'est poursuivie au second semestre 1986, et paraît devoir se poursuivre au cours du premier semestre 1987. Le jugement des industriels sur les **trésoreries** a continué de se redresser, dépassant ainsi le point haut de mai 1986. Les difficultés de trésorerie tiennent moins qu'avant à l'allongement des delais de paiement et, conséquence de la libération des prix, à la rigidité des prix de vente, mais sont davantage liées à l'insuffisance de la demande. En novembre le redressement des trésoreries, qui se prolongeait aussi chez les grossistes, semblait marquer le pas chez les détaillants.

Le **solde commercial** s'est redressé en décembre (+ 3,7 milliards, cvs), grâce à l'amélioration de l'excédent industriel et au repli du déficit énergétique. En 1986 l'équilibre aura été tout juste atteint : + 0,5 milliard de francs, malgré la réduction de moitié de la facture énergétique (90 milliards, contre 180 en 1985) et le maintien à haut niveau de l'excédent agro-alimentaire. Le solde industriel est proche de 36 milliards en 1986 (contre 89 en 1985). Hors matériel militaire il ne serait excédentaire que d'au plus 3 milliards.

La progression de la **masse monétaire** M3 a été relativement soutenue en novembre (+ 0,8 %) mais la croissance annuelle, revenue de 5,3 % à 4,8 %, se situe maintenant à l'intérieur de l'objectif (3 à 5 %). L'agrégat L, qui comprend l'ensemble des liquidités, progresse au rythme de 7,5 % (+ 7,8 % à la fin octobre). La forte croissance des plans d'épargne-logement (+ 24,5 %) et celle des titres négociables détenus par les agents non financiers, principalement les bons du Trésor (encours de 41,2 milliards, contre 16 à la fin novembre 1985) expliquent cette différence.

ÉTRANGER

Aux **États-Unis** le taux de chômage est revenu à 6,7 % en décembre. La production industrielle a augmenté de 0,5 %, ce qui semble confirmer un regain d'activité. Le taux d'utilisation des capacités s'est redressé, mais reste en retrait de 1 point par rapport à décembre 1985. Les ventes au détail ont augmenté de 4,4 % (16,2 % pour les automobiles). Ces résultats sont principalement liés à l'entrée en vigueur de la réforme fiscale au 1er janvier 1987, qui prévoit, entre autres mesures, de supprimer par étapes la déductibilités des intérêts des crédits à la consommation. De fait les ventes d'automobiles au cours des dix premiers jours de 1987 ont chuté de plus de 38 %, revenant ainsi à leur plus bas niveau depuis la mi-juillet 1982.

En **RFA** la quantité de « monnaie banque centrale » a progressé de 0,6 % le mois dernier, en données cvs, après 0,9 % en novembre. La hausse est ainsi de 7,8 % en moyenne du quatrième trimestre 1985 à celui de 1986, pour un objectif initial de 3,5 - 5,5. La fourchette fixée par la Bundesbank pour l'année 1987 a été élargie à 3 - 6 %. L'agrégat M3 s'est aussi fortement accru : + 9,3 % de septembre 1985 à septembre 1986. L'impact des entrées de capitaux (+ 19 milliards de DM entre août et octobre 1986) a été plus expansif qu'en milieu d'année et supérieur à la progression des crédits accordés par les banques au secteur privé (+ 15,5 milliards).

Au **Japon** l'excédent commercial a atteint en 1986 le nouveau record de 83 milliards de dollars, au lieu de 46 en 1985. L'excédent de 51,5 milliards de dollars vis-à-vis des États-Unis est aussi sans précédent ; il était de 39,5 milliards en 1985. Le Japon s'est empressé de rappeler que ces progressions, exprimées en yen, sont moindres. Ces résultats confortent le Congrès américain dans sa volonté d'adopter une loi protectionniste. Les autorités monétaires américaines se gardent donc, pour l'instant, d'intervenir pour soutenir leur monnaie qui, tombée le 19 janvier à 150 yen pour 1 dollar, est à son plus bas niveau depuis 1945.

Au **Royaume-Uni** le livre blanc sur les dépenses publiques confirme les orientations budgétaires annoncées en novembre dernier. Les dépenses prévues pour l'année fiscale 1987-1988 ont été maintenues à 148,7 milliards de livres, soit 4,7 milliards de plus que le chiffre initial de mars dernier. Ceci ne remet pas en cause l'objectif de réduction de la part du secteur public dans le PIB : l'accroissement prévu de 1 % par an des dépenses en termes réels demeure significativement inférieur à la croissance attendue. L'accélération du programme de privatisation devrait rapporter 5 milliards l'an prochain. Le besoin d'emprunt du secteur public sera limité à 1,75 % du revenu national durant le prochain exercice fiscal.

Le **prix du baril de pétrole** de mer du Nord, qui s'était stabilisé autour de 14 dollars entre la mi-août et la mi-décembre 1986, a gagné 4 dollars à la suite de l'accord signé par les pays de l'OPEP le 20 décembre dernier à Genève. Cet accord prévoit notamment le retour à un système de prix fixe et une réduction de la production de l'OPEP à 15,8 millions de barils par jour au premier semestre 1987, soit 13 % de moins qu'au second semestre 1986. Depuis le 1er janvier le prix du brent évolue entre 18 et 19 dollars.

Rédaction :
Département des diagnostics de l'OFCE

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1987		Lettre 10 nos/an	Revue 4 nos/an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées à : OFCE 69, quai d'Orsay 75007 Paris avec un chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications	Tarif normal (institutions/ entreprises)	140 F	280 F	370 F
	Tarif réduit (particuliers)	70 F	190 F	230 F
	Prix du numéro	15 F	80 F	

ISSN 0751-66 14 - Commission Paritaire N° 65424 - Directeur de la publica... J.-M. Jeanneney - Imprimerie Marchand - Paris